

Plus ou moins de mixité sociale et/ou de mixité scolaire ? Voilà le vrai débat !

Jean Paul Julliard

julliard.jean-paul@wanado.fr

Les diverses propositions d'assouplissement la carte scolaire lancées par des candidats potentiels à l'élection présidentielle ne doivent surtout pas être prises à la légère. Des problèmes existent. Ils sont sans doute plus graves que les promoteurs de l'assouplissement veulent bien le dire. Les habitus sociaux, l'urbanisme ségrégatif, les réseaux de communication, les « fuites » vers l'enseignement privé majoritairement confessionnel catholique - en gros 20% des élèves - et, enfin, les dérogations proprement dites à la carte scolaire - entre 10 et 20% des 80% restants - provoquent une ségrégation indéniable, sans oublier certains regroupements de métiers défavorisée au sein des mêmes lycées professionnels.

En banlieue populaire, la ségrégation scolaire est même parfois plus dramatique que la ségrégation sociale. Certaines familles, qui continuent à habiter - par choix ou par contrainte économique -, un quartier socialement sinistré font tout pour éviter les collèges ou le lycée professionnel « du coin » à leurs enfants, dès que ceux-ci sont vécus comme en réussite scolaire. Des élites populaires fuient donc les écoles populaires qui se transforment, peu à peu, en bantoustans ethniques et économiques ; ce qui ne veut pas dire que nombre d'équipes éducatives de ces mêmes établissements ne réalisent pas des miracles mais, sur la durée, le système ne peut visiblement pas continuer à vivre ainsi.

A l'autre bout, se sont multipliés, plus ou moins discrètement, des îlots scolaires pour populations fortement protégées. Les raisons du choix de l'enseignement privé - prioritairement fuir les « pauvres » - et les astuces d'évitement de la carte scolaire des établissements publics sont bien connues des initiés ; ce qui l'est peut-être moins ce sont les facilités apportés par certaines collectivités territoriales à cette ségrégation. Des transports scolaires spécifiques, financés par des fonds publics, drainent des enfants de communes défavorisées vers des écoles privées que l'on peut, sans aucun risque d'être démenti, catégoriser comme « à faible

mixité sociale ». Dans les années soixante, en voulant scolariser les jeunes noirs hors des ghettos, les USA ont tenté une expérience de *busing* qui a échoué. La France, pays des droits de l'Homme, laisse fonctionner un *busing* à l'envers et regroupe son élite « blanche » dans des ghettos dorés. Les tentatives actuelles de discriminations positives ne font qu'injecter, à la marge, quelques éléments « de l'élite de couleur » dans ces havres de paix. Cependant, la mixité scolaire – au sens de rencontres entre élèves issus de milieux sociaux différents – est mise à mal, mais elle existe encore et joue un rôle non négligeable dans le fragile équilibre de notre société civile.

Veut-on aller vers plus de cette mixité scolaire ou, au contraire, vers moins de jeunesse mêlée ? Voilà la vraie question à poser ! Question qui en cache une autre plus large. Veut-on aller vers plus de mixité sociale ou vers moins de mixité sociale au sein de la société Française ? Les politiques, dignes de ce nom, doivent oser aborder ce débat et ne pas faire comme si le désir de plus de mixité sociale faisait consensus. Les controverses autour du service civil obligatoire ou pas révèlent – et masquent à la fois – ce malaise.

La ségrégation sociale a toujours existée. Elle présente même de nombreux avantages pour nombre d'entre nous, membres des classes moyennes ou supérieures. Les pauvres, qu'ils soient issus, comme autrefois, de régions Françaises déshéritées, de pays Européens en crises comme la Pologne, l'Espagne ou l'Italie, puis du Maghreb ou de l'Afrique Noire, etc. ont toujours « perturbé » la tranquillité des riches, en même temps qu'ils rendaient possible cette tranquillité par l'apport de leur force de travail et des richesses qu'ils contribuaient à produire.

Mais une telle ségrégation – moralement insupportable – ne représente-t-elle pas, en plus, un immense gaspillage humain et social, voire même économique ? La grande question à mettre en débat et en perspective, avec un peu de courage politique, serait : qu'est-ce qu'un pays comme le notre, ainsi que l'ensemble de ses habitants, auraient à gagner si l'on allait vers plus de mixité sociale en termes d'urbanisme, de transports, de loisirs, de sports, d'éducation... et de vie au quotidien ? Autrement dit au-delà des slogans, sommes-nous capables de démontrer en quoi une mixité sociale accrue constituerait un plus par les dynamismes nouveaux qu'elle pourrait entraîner dans les champs culturel, économique, scientifique, éducatif et... humain ? Sommes-nous majoritairement convaincus que nous avons plus à gagner qu'à perdre dans une vraie mixité sociale ?

Les mêmes questions de fond sont à poser vis-à-vis de la mixité scolaire, même si, à la limite, la nécessité de cette dernière peut se défendre pour elle-même, indépendamment de l'existence ou pas d'un consensus sur plus ou moins de mixité sociale. Les réponses « techniques » – assouplir ou pas la carte scolaire et comment ? – ne traduiraient alors que les conséquences de ces choix.

Dans l'hypothèse de « plus de mixité scolaire souhaitée », ce n'est surtout pas vers un assouplissement de la carte scolaire qu'il faudrait aller mais, au contraire, vers un renforcement du caractère stratégique et contraignant de celle-ci, à la condition d'accompagner ces obligations d'ambitions nouvelles, d'objectifs pédagogiques rénovés et de moyens de fonctionnement accrus. Autrement dit, la mixité scolaire coûte cher, mais ce n'est pas très grave si l'on est convaincu qu'elle peut rapporter gros.

Le progrès ne consiste pas à transporter vers des établissements « oasis », au nom d'une soit disant ségrégation positive, quelques élites issues de la population défavorisée, mais bien à organiser, au niveau d'une agglomération, voire d'un département ou d'une région, un *melting pot* volontariste de la jeunesse de notre pays. Avant d'affronter les cris des « riches » contraints d'aller à l'école avec des « pauvres », il faut mesurer les questions lourdes soulevées : coût financier et énergétique des transports, impacts sur l'environnement, temps de déplacements, embouteillages, etc., sans parler de la difficulté à expliciter des critères de classements permettant de créer et d'évaluer cette mixité sociale en marche. Niveaux économiques ? Niveaux scolaires ? Habitus culturels ? Origines culturo-ethniques ? Langue parlée à la maison ? Etc. etc.

Ce faisant, on mesure combien les choix urbanistiques très ségrégatifs des siècles précédents imposent de remettre en cause la logique de proximité – aller à au pu près de chez soi – comme principe de base de l'organisation de la carte scolaire. A la proximité géographique, il faudrait substituer une ambition volontariste de mixité scolaire. Les difficultés soulevées plus haut ne doivent surtout pas servir d'alibi pour ne rien faire, ni pour crier à l'utopie ou à l'impossibilité. Dans environ 80% des cas, une simple réorientation des transports scolaire rendrait cette ambition réaliste. Reste les situations extrêmes comme, par exemple, celle du département de la Seine Saint Denis où la masse des « pauvres » est tellement importante qu'il semble impossible de la diluer dans celle des « riches ». Mais à situations exceptionnelles, osons des mesures exceptionnelles.

Evidemment, une telle ambition n'a aucun chance d'être comprise par l'opinion publique si elle n'est pas accompagnée d'un message politique fort et de l'engagement pour l'évolution conjointe de certaines méthodes d'enseignement, et donc de la formation professionnelle des enseignants qui, à de rares exceptions près, se limite en gros à six mois sur cinq années d'études post-bac.

Sans entrer dans le détail de cette vaste ambition deux objectifs concomitants à une telle réforme de la carte scolaire peuvent être avancés parmi d'autres. Première évolution : faire des relations sociales entre les élèves à la fois un objet de formation scolaire - apprendre à vivre et à travailler ensemble dans toutes les matières scolaires - et un moyen de formation ; c'est aussi en apprenant ensemble, avec et contre les autres, que l'on apprend... à la condition d'être encadré par profs bien formés.

Ensuite, il faudrait reposer la question du choix des savoirs à enseigner, donc des programmes, non pas dans l'esprit d'une révision à la baisse, glissant vers un SMIC éducatif... ou un socle commun de connaissances, mais bien comme l'occasion de fonder une vraie culture commune ; ce qui n'est pas simple, mais peut devenir passionnant à inventer car les savoirs ne sont ni socialement, ni culturellement, ni même anthropologiquement neutres... Mais il s'agit là d'un autre débat, certes très lié au précédent.

D'autres mesures parallèles s'imposeraient comme la restructuration de l'offre. Et si l'on osait fermer des sections de prestiges dans certains établissements élitistes pour les ouvrir dans des collèges ou lycées défavorisés ? Et si l'on osait démontrer aux enseignants des élites que l'avenir commun de notre pays se joue aussi - voire surtout - dans ce mélange des populations scolaires ? Et si l'on donnait de bonnes conditions de travail aux profs qui se lanceraient dans cette aventure ? Peut-être qu'eux aussi accepteraient de se « délocaliser » ?

Attention, la restructuration de l'offre ne peut se limiter à modifier les systèmes de concurrences entre établissements. Elle doit tout autant organiser la rencontre des jeunes élèves au sein d'un même établissement. D'éventuelles classes ou sections « très demandées » ne doivent pas se transformer, en interne, en « ghetto » pour l'élite. Les enfants et les ados d'aujourd'hui ont besoin de vivre des temps en commun avec leurs semblables - par exemple entre « forts en classe » - avec aussi des temps où ils frottent avec des différents. Les hétérogénéités - car il n'y a pas que les niveaux scolaires qui sont en cause - sont être d'une richesse sans fin, y compris lors des temps d'apprentissage, si elles sont gérées par des enseignants formés à ces objectifs.

Une des grandes missions et des grandes difficultés de l'école est, sans doute, de permettre l'expression d'un droit à la différence de chacun, qui ne devrait pas avoir à entrer dans le moule unique d'un conformisme stérile et dangereux, en même temps que d'un droit à la ressemblance, qui est l'une des conditions incontournables du lien social. Sans différence, on ne peut réellement se parler, car on ne parle qu'avec autrui, qu'avec un différent. Sans un minimum de ressemblance, on ne peut pas vivre ensemble. La "blouse" ou "l'uniforme", généralisés au début du siècle et encore imposés aujourd'hui par certaines écoles privées luxueuses, visent un double objectif d'uniformisation au sein de l'école et de distinction d'avec le monde extérieur...

L'école devrait donc montrer et faire vivre aux petits athées, aux petits musulmans, aux petits chrétiens, aux habitants de Lille ou de Lyon, qu'ils ont en commun quelque chose de fondamental qui s'appelle l'Humanité. Le droit de se rencontrer dans un C.D.I., dans une cour de récréation, mais surtout dans une même classe, n'est pas acquis pour tous, partout, ni pour toujours. Les nombreux choix structurels et humains

à faire, au sein d'un établissement scolaire, ne sont jamais innocents sur ce plan.

Reste posé « LA » grande question de fond ? Quelle contribution demander à l'enseignement privé confessionnel envers cet immense objectif de mixité sociale à l'école ? D'une part, la simple implantation en banlieues défavorisées d'écoles catholiques risque d'aggraver le problème en accentuant la ghettoïsation par regroupement des élites locales. D'autre part, la création, incontournable à terme sauf changement de la loi, d'établissements musulmans va aggraver les communautarismes. La remise à plat des équilibres du système semble donc, de toutes façons, inévitable.

Les échéances électorales à venir constituent une chance à saisir de faire sauter les non-dits et de mettre nos concitoyens en face des vrais enjeux. Dépassons les mots « gentils » comme assouplissement, modernisation, libéralisation, rénovation, etc. ! Nous sommes face à l'un des drames de notre société moderne : une large mixité sociale est certainement crainte par une part importante de l'opinion publique. On peut d'ailleurs assez facilement imaginer pourquoi quand on rencontre, au quotidien, les effets de la pauvreté dans notre pays... qui reste, par ailleurs, l'un des plus riches du monde.

Sur ces questions, comme sur d'autres, les discours populistes ne peuvent pas être ignorés. Ils mettent le doigt sur les préoccupations réelles d'une frange significative de nos concitoyens. La difficulté consiste à montrer en quoi les analyses simplistes et les solutions à base de « Y a qu'à ! » portent, en leur sein, un poison mortel pour la démocratie. D'ailleurs, n'est-ce pas là l'un des grands enjeux de ce nouveau siècle : aller vers un fonctionnement encore plus démocratique de nos systèmes de décisions, paradoxalement, pour permettre des choix à la hauteur de la complexité croissante des questions posées ?